

[Text]

Everyone knows that the leader of a political party has unlimited authority. In the case of something done or said by the leader of a political party, the party is caught. However, in the case of a leader of a group, how will you be able to prove that what the leader of the group says or does is done with the authority of that group?

As a practical matter, I refer you to the Dental case under the Combines Investigation Act of 1949. In that case, they simply could not prove the actual authority of the president or officer of the company. They had to amend the Combines Investigation Act in order to bring them under it.

It seems to me you need it better defined than it is. Otherwise, it will be impossible to prove.

Mr. Thurm: I think I was following the Combines Investigation Act in drafting that. I shall check it out again.

Senator Godfrey: If you look at the Dental case, you will see the difficulties.

Mr. Thurm: I understand the problem.

Senator Langlois: This would not prevent the group from putting forth evidence that the leader was not acting within its competence. The words "shall be deemed" opens the door for counterevidence.

Senator Godfrey: It might be worded that he is deemed to be acting within his authority if he acts within his apparent authority. If he acts within his apparent authority, no one objects. I do not think you have to go back and prove that there was a meeting, and all of the various other aspects necessary.

Mr. Anderson: It is only tightening the language.

Senator Langlois: Following on what I said before, I think we should change the expression "shall be deemed" to "may be deemed."

Senator Godfrey: On page 13 of the bill, clause 9(3) says that where money is provided to a political party it shall be repaid or paid before the chief agent of the party or committee files the return respecting referendum expenses and contributions. But how do they do that if they haven't the money?

Mr. Anderson: An extension of time for making returns is provided in clause 20(8)(b). This will be amended in due course, but substantively what concerns you is taken care of here. Under this subparagraph, a party or group which does not have the money can have an extension of up to six months beyond the six months it can have anyway, which means that it can have up to a year to try to collect additional funds. The chief agent certainly has an interest in trying to raise that money.

Senator Godfrey: Do you mean that he would be liable to prosecution?

Mr. Thurm: Well, there could be a problem that the loan, or whatever it is, may not be repaid because there isn't sufficient money to do so, but that is a matter for the company making

[Traduction]

Tout le monde sait que le chef d'un parti politique a un mandat illimité. Lorsque le chef d'un parti politique parle, le parti écoute. Cependant, dans le cas d'un dirigeant d'un groupe, comment pouvez-vous prouver que ses propos ou que ses actes se trouvent dans les limites du mandat de ce groupe?

Sur le plan pratique, je vous cite l'affaire Dental et la Loi de 1949 relative aux enquêtes sur les coalitions. Dans cette affaire, il a été tout simplement impossible de prouver le mandat réel du président ou du dirigeant de la société. Il a fallu modifier cette loi pour y assujettir cette question.

Il me semble qu'il vous faudrait trouver une meilleure définition si vous voulez parvenir à faire la preuve.

M. Thurm: Je crois que lors de la rédaction de cet article, je m'inspirais de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Je vérifierai de nouveau.

Le sénateur Godfrey: Si vous étudiez l'affaire des dentistes, vous vous rendrez compte des difficultés.

M. Thurm: Je saisis le problème.

Le sénateur Langlois: Cela n'empêcherait pas le groupe de présenter des preuves que le chef n'agissait pas dans les limites de son mandat. L'utilisation des mots «sont réputés» ouvre la porte à la présentation de preuves contraires.

Le sénateur Godfrey: On pourrait dire qu'il est réputé agissant dans les limites de son mandat s'il agit dans les limites de son mandat apparent. Dans ce dernier cas, personne ne s'oppose. Je ne crois pas qu'il nous faille revenir en arrière et prouver qu'il y a eu une réunion et tous les divers autres aspects nécessaires.

M. Anderson: Il ne s'agit que de resserrer le libellé.

Le sénateur Langlois: Pour faire suite à ce que j'ai déjà dit, je crois que nous devrions remplacer l'expression «sont réputés» par «peuvent être réputés».

Le sénateur Godfrey: À la page 13 du bill, le paragraphe 9(3) stipule que les sommes fournies à un parti politique doivent être payées ou remboursées avant que l'agent principal du parti ou du comité produise le rapport des dépenses du référendum et des contributions. Mais comment peuvent-ils le faire s'ils ne disposent pas des fonds nécessaires?

M. Anderson: Des délais supplémentaires sont prévus aux fins de remboursement à l'alinéa 20(8)b). Il sera modifié en temps opportun mais la question qui vous préoccupe y est traitée en substance. Aux termes de cet alinéa, un parti ou un groupe qui ne dispose pas des fonds nécessaires peut se voir accorder un délai supplémentaire allant jusqu'à six mois, délai qui vient s'ajouter aux six mois qu'on lui accorde de toute façon; cela signifie qu'il peut obtenir jusqu'à un délai d'un an pour essayer de rassembler les fonds supplémentaires. L'agent principal a certes intérêt à essayer de rassembler les fonds.

Le sénateur Godfrey: Voulez-vous dire qu'il pourrait être poursuivi?

M. Thurm: Eh bien, il pourrait arriver que le prêt, ou peu importe ce dont il s'agit, ne puisse être remboursé parce qu'on